REVUE DE PRESSE DU MERCREDI 11 MARS 2026

A New York, la Première Ministre met la communauté internationale devant ses responsabilités, insiste Le Phare

La Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, Judith Suminwa Tuluka, séjourne depuis ce lundi aux États-Unis où elle prend part à la célébration de la Journée internationale de la femme et de la 70e session de la Commission de la condition de la femme, autour du thème : « Droits. Justice. Action. Pour TOUTES les femmes et les filles ». À travers ce choix, l'ONU insiste sur l'impératif d'un front commun pour garantir l'égalité, protéger les droits humains et agir concrètement pour l'autonomisation de toutes les femmes.

Urgent : Panique au Nord Kivu, les FARDC frappent à Goma, l'AFC/M23 en débandade…!indique Okapinews

La rébellion de l'Alliance Fleuve Congo/M23 affirme que la ville de Goma aurait été ciblée tôt ce mercredi matin par des drones qu'elle attribue au gouvernement congolais. Une accusation non encore revendiquée par Kinshasa qui intervient dans un contexte de tensions persistantes dans l'Est de la République démocratique du Congo, où les Forces armées de la RDC (FARDC) poursuivent leurs opérations pour reprendre les territoires sous contrôle des rebelles soutenus par le Rwanda.

Accord de Washington : à peine 30 % de réalisations en neuf mois, révèle Forum des As

Signé le 17 juin 2025 entre la République démocratique du Congo et la République du Rwanda, " l'accord de Washington totalise bientôt dix mois. A l'approche de cette échéance qui intervient au mois d'avril, un réseau des professionnels des médias a jugé le moment propice pour évaluer l'exécution de cet accord de paix, signé en présence du président américain Donald Trump. Ils ont présenté hier mardi 10 mars 2026 ce rapport au Cepas, à Kinshasa. Comosa se rend compte de prime abord qu'à neuf mois de cet accord, à peine 30 % de réalisations sont perceptibles. Forum des As publie ci-dessous l'intégralité du communiqué de presse de cette initiative citoyenne qui regroupe des journalistes, des responsables de médias, des organisations de presse, des juristes … sous la coordination de Tshivis Tshivuadi de JED.

Pour calmer la tempête soulevée par ses propos sur la révision constitutionnelle : Modeste Bahati fait profil bas, signale Le Potentiel

A la suite de la grosse tempête suscitée par ses propos sur la révision constitutionnelle, Modeste Bahati Lukwebo affirme que ses déclarations ont été "sorties de leur contexte ". Le deuxième vice-président du Sénat dit n'avoir jamais exprimé d'opposition à une révision de la loi fondamentale, avant de redire sa loyauté à Félix Tshisekedi. Dans une mise au point adressée notamment à ses collègues sénateurs, Modeste Bahati a reconnu qu'une partie de ses propos a été mal comprise et sortie de son contexte.

Révision constitutionnelle : les alliés de l'UDPS/Tshisekedi attendent la mise en place de la commission annoncée par le chef de l'État, renseigne 7sur7.cd

La question de révision ou du changement de la constitution de la République démocratique du Congo continue de susciter des réactions au sein de la classe politique. La dernière en date est celle des Forces politiques alliées à l'UDPS/Tshisekedi (FPAU).
Dans un communiqué nous parvenu ce mardi, les alliés du parti au pouvoir disent attendre « de pied ferme » la mise en place d'une Commission qui sera de revoir la constitution, tel qu'annoncé par le chef de l'État, le 16 novembre 2025, à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga.

Kolwezi abrite la 9ème commission tripartite RDC- Zambie-HCR, signale Radio Okapi

Les travaux de la 9ème réunion de la commission tripartite entre la RDC, la Zambie le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont débuté mardi 10 mars à Kolwezi (Lualaba). Durant trois jours, les participants planchent sur la recherche des solutions durables pour les réfugiés congolais vivant en Zambie. L'accord tripartite signé le 28 décembre 2006 entre la RDC, la Zambie et le HCR est le fondement du rapatriement volontaire des réfugiés congolais vivant en Zambie. Le HCR mène ces opérations pour faciliter la réintégration des réfugiés congolais et réaffirme son engagement à soutenir le retour de ces réfugiés.

Réseaux sociaux en RDC : quelles infractions numériques éviter pour ne pas enfreindre la loi ? s'interroge actualité.cd

L'usage des réseaux sociaux en République démocratique du Congo est désormais clairement dans le viseur des autorités judiciaires. À la suite des instructions du ministre d'État, ministre de la Justice et garde des Sceaux, Guillaume Ngefa, les officiers du ministère public civils et militaires ont été appelés à engager des poursuites contre les auteurs d'infractions commises dans le cyberespace, conformément aux lois de la République.

Cellule de communication